

**RAPPORT DE GESTION DE L'AGENT COMPTABLE  
EXERCICE 2016**

**SOMMAIRE**

Préambule : l'impact des dispositions du décret GBCP dans la présentation du compte financier ..... 2

**A - La comptabilité générale met en évidence une situation financière saine ..... 3**

1 – Le résultat 2016 est très positif ..... 3

1.1 – Un niveau de dépense parfaitement stable en 2016 ..... 3

➤ Les consommations intermédiaires continuent de diminuer ..... 4

➤ Les charges de personnel sont en très légère hausse ..... 4

1.2 – Des produits en augmentation de 1,6% ..... 5

➤ Des ressources propres en baisse ..... 5

➤ Mais des ressources institutionnelles qui progressent ..... 6

2 – Le programme pluriannuel d'investissement se poursuit ..... 6

2.1 – Un niveau d'autofinancement élevé... ..... 6

2.2 – ...Pour un effort d'investissement soutenu ..... 7

➤ L'Université est engagée dans un important programme pluriannuel d'investissement ..... 7

➤ Des investissements largement subventionnés ..... 7

3 – La structure financière est solide ..... 8

3.1 – Les grands équilibres du bilan sont parfaitement respectés ..... 8

3.2 – Le niveau des principaux agrégats financiers est élevé ..... 8

**B – Les différents tableaux budgétaires confirment la soutenabilité financière des engagements  
souscrits par l'Université ..... 10**

1 – Un solde budgétaire élevé ..... 10

1.1 – Un suivi de l'exécution encore perfectible ..... 10

1.2 – La comptabilité budgétaire apporte des éléments de lecture nouveaux ..... 11

2 – La mesure des écarts entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale reste à réaliser .... 11

## Préambule : l'impact des dispositions du décret GBCP dans la présentation du compte financier

Comme l'ensemble des organismes publics, l'Université est soumise aux dispositions du décret Gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Cela se traduit notamment par la tenue d'une comptabilité budgétaire totalement distincte de la comptabilité générale, puisqu'elle s'appuie non plus sur la nomenclature issue du plan comptable général (huit classes de comptes), mais sur une vingtaine de rubriques regroupant schématiquement les dépenses en trois enveloppes, fonctionnement, investissement et personnel, et les recettes en deux catégories, globalisées ou fléchées.

La comptabilité budgétaire issue du décret GBCP (décret du 7 novembre 2012), va au-delà des informations telles qu'elles résultaient du Règlement général de la comptabilité publique (décret du 29 décembre 1962).

Alors qu'auparavant, la comptabilité budgétaire n'était que le reflet partiel des informations issues de la comptabilité générale, le décret GBCP en élargit le spectre, en permettant, en amont, un suivi des engagements financiers (AE), impactés dès la commande ou la signature d'un contrat, information d'autant plus sensible que l'établissement gère des opérations pluriannuelles ou des contrats et marchés de long terme, et en offrant, en aval, une vision complète des opérations jusqu'à leur dénouement en trésorerie, avec l'enregistrement d'un crédit de paiement (CP) ou d'une recette (RE) seulement lors de son décaissement ou de son encaissement.

Pour permettre d'apprécier la soutenabilité du budget, la comptabilité budgétaire s'appuie donc essentiellement sur une logique de caisse, mouvementée non seulement par les opérations de l'exercice, mais aussi potentiellement par des opérations nées ou à naître sur d'autres exercices.

La logique de la comptabilité générale est toute autre puisqu'elle s'attache à enregistrer uniquement les produits et les charges dont le fait générateur (la réception ou la production d'un bien ou d'un service) se situe sur l'exercice.

Le compte financier présente donc à partir de cette année, en plus des tableaux financiers habituels issus de la comptabilité générale (balance, compte de résultat, bilan...), les tableaux d'exécution budgétaire tels que présentés lors du vote du budget (tableau des autorisations budgétaires, tableau d'équilibre...).

L'Université a fait le choix de faire partie de la première vague des établissements (parmi une dizaine d'universités) déployant et testant, dès 2016, en partenariat avec l'AMUE, une version adaptée de son système d'information financier Sifac.

Cette première année d'utilisation constitue donc un test en grandeur réelle.

Si les informations issues de la comptabilité budgétaire restent globalement valides, elles sont néanmoins à prendre avec une certaine prudence dans la mesure où le déploiement de l'outil n'a pas permis de mener une analyse précise des écarts entre le solde budgétaire et le résultat comptable.

Ne disposant encore ni du recul, ni d'éléments de comparaison suffisants, l'analyse se limite à une présentation succincte.

# A - La comptabilité générale met en évidence une situation financière saine

## 1 – Le résultat 2016 est très positif

Alors que les prévisions tablaient sur un bénéfice de 742 k€, le résultat au 31 décembre 2016 s'élève à 7 480 k€.

Par rapport à 2015, qui affichait déjà un excédent de 5 326 k€, l'exercice 2016 enregistre en effet :

- une hausse des produits de 134 387 k€ à 136 583 k€, soit +1,6%,
- une stabilité des charges, de 129 061 k€ à 129 103 k€.

### 1.1 – Un niveau de dépense parfaitement stable en 2016

En milliers d'Euros	2012	2013	2014	2015	2016
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>					
<b>Consommation de l'exercice en provenance de tiers :</b>	<b>13 695</b>	<b>12 771</b>	<b>11 574</b>	<b>11 254</b>	<b>11 176</b>
- Achats stockés d'approvisionnements					
- Achats non stockés de matières et fournitures	<b>3 341</b>	<b>3 033</b>	<b>2 595</b>	<b>2 514</b>	<b>2 442</b>
<i>dont électricité, eau, gaz, chauffage urbain</i>	2 096	2 002	1 719	1 634	1 465
- Services extérieurs					
° Personnel extérieur	248	238	800	930	541
° Autres services extérieurs	10 106	9 499	8 178	7 809	8 192
<i>dont locations mobilières</i>	505	492	419	227	239
<i>dont locations immobilières</i>	296	309	240	356	418
<i>dont maintenance des bâtiments et matériel</i>	1 437	1 446	1 381	1 617	1 626
<i>dont documentation, abonnement</i>	1 456	1 449	1 444	1 429	1 512
<i>dont honoraires</i>	935	989	181	128	139
<i>dont annonces, publications, imprimerie</i>	869	731	703	463	396
<i>dont frais de déplacement</i>	1 675	1 585	1 669	1 498	1 620
<i>dont frais de réception</i>	509	517	487	434	473
<i>dont téléphonie, affranchissement, Internet</i>	331	302	246	238	238
<i>dont concours divers (cotisations)</i>	652	495	330	163	208
<b>Sous-total services extérieurs</b>	<b>10 354</b>	<b>9 737</b>	<b>8 979</b>	<b>8 740</b>	<b>8 733</b>
- Impôts, taxes et versements assimilés					
° Sur rémunérations	1 244	1 256	1 294	1 322	1 293
° Autres	5	3	4	5	116
<b>Sous total impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>1 249</b>	<b>1 260</b>	<b>1 298</b>	<b>1 327</b>	<b>1 409</b>
- Charges de personnel					
° Salaires et traitements	62 546	62 717	64 217	63 528	63 709
° Charges sociales	39 799	42 788	44 171	43 784	44 238
<b>Sous total charges de personnel</b>	<b>102 345</b>	<b>105 504</b>	<b>108 388</b>	<b>107 312</b>	<b>107 947</b>
- Dotations aux amortissements et provisions					
° Dotations aux amortissements	5 120	4 900	5 340	5 657	5 515
° Dotations aux provisions	0	0	10	246	18
<b>Sous total dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>5 120</b>	<b>4 900</b>	<b>5 350</b>	<b>5 902</b>	<b>5 533</b>
- Autres charges	<b>3 670</b>	<b>2 996</b>	<b>4 456</b>	<b>3 231</b>	<b>3 016</b>
<i>dont bourses</i>	1 523	1 257	1 167	1 003	
<i>dont subventions versées</i>	907	749	2 039	740	1 438
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>126 078</b>	<b>127 431</b>	<b>131 067</b>	<b>129 025</b>	<b>129 080</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>					
- Autres charges financières	35	36	25	26	23
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>36</b>	<b>25</b>	<b>26</b>	<b>23</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>					
- Sur opérations de gestion	10	15	6	1	0
- Sur opérations en capital	0	0	0	0	0
- Dotations aux amortissements et aux provisions exceptionnelles	0	0	1	8	0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>126 122</b>	<b>127 483</b>	<b>131 099</b>	<b>129 061</b>	<b>129 103</b>

#### Remarque :

La mise en œuvre des dispositions du décret GBCP en 2016 s'accompagne de l'application d'une nomenclature comptable M9 unifiée pour tous les organismes publics mentionnés à son titre III.

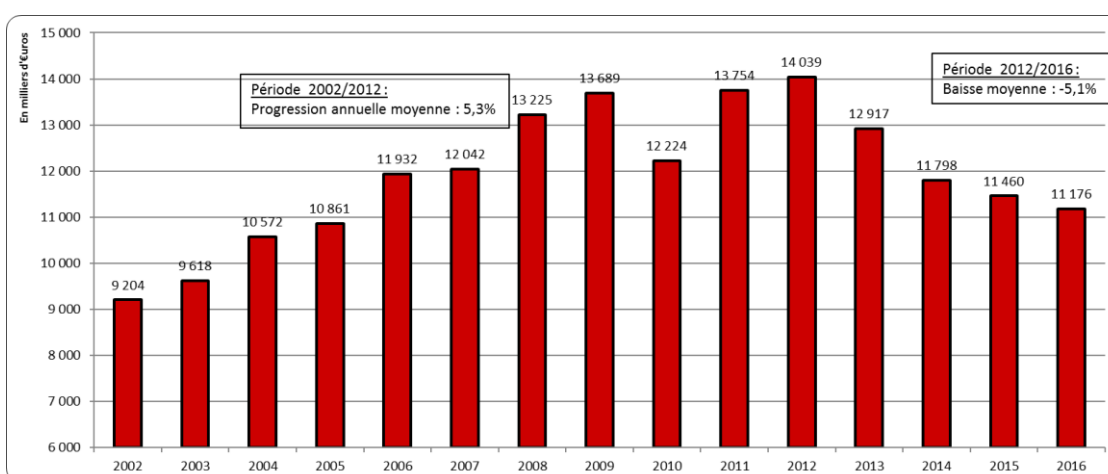
Cela se traduit notamment par la disparition des opérations exceptionnelles et leur reclassement au sein des autres charges ou produits de gestion courante, de la modification, du regroupement (618 documentation, 641 salaires...) ou au contraire de l'éclatement d'un certain nombre de comptes. Ces adaptations rendent assez malaisées la comparaison des postes comptables d'un exercice sur l'autre.

## ➤ Les consommations intermédiaires continuent de diminuer

La baisse globale atteint 0,7%. Tous les postes de dépenses ne sont toutefois pas impactés de la même façon. Les achats de biens diminuent ainsi beaucoup plus rapidement (-2,8%) que les prestations (-0,1%). S'agissant des quatre postes de dépenses les plus significatifs (près de 56% des consommations intermédiaires) :

- les énergies et fluides baissent de 10,3%
- la maintenance des bâtiments est relativement stable, +0,5%
- la documentation progresse de 5,9%
- les frais de déplacement augmentent de 8,2%

Sur le long terme, après une phase de progression régulière (hormis en 2010, mise en place de Sifac), on observe depuis 2012, une baisse assez marquée des consommations intermédiaires, liée en grande partie à l'optimisation de la politique d'achat et aux économies qui en découlent, mais aussi sans doute à la limitation des ouvertures de crédits dans un environnement budgétaire contraint.



## ➤ Les charges de personnel sont en très légère hausse

En milliers d'euros	2014	2015	2016	Δ 2015/2016
Rémunérations principales et accessoires	58 856	58 258	58 341	0,1%
Primes et gratifications	3 797	3 872	4 145	7,1%
Indemnités et avantages divers	1 006	859	720	-16,2%
Supplément familial	558	539	503	-6,6%
Sous total salaires	64 217	63 528	63 709	0,3%
Sous-total charges	43 685	43 332	43 647	0,7%
Prestations sociales	486	452	590	30,5%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	1 294	1 322	1 293	-2,2%
<b>Total comptabilisé</b>	<b>109 682</b>	<b>108 634</b>	<b>109 240</b>	0,6%
Provisions / rattachements	-1 001	152	432	
<b>Total liquidé et versé</b>	<b>108 681</b>	<b>108 785</b>	<b>109 672</b>	0,8%

Les charges de personnel augmentent de 0,8% en 2016 (après +0,1% en 2015), pour un effectif en hausse de l'équivalent de 8 ETPT (équivalent temps plein travaillé : unité tenant compte de la quotité de temps de travail mais aussi de la période d'activité sur l'année).

Les dépenses de personnel intègrent les charges à payer rattachées à l'exercice (CET, congés, heures complémentaires...).

## 1.2 – Des produits en augmentation de 1,6%

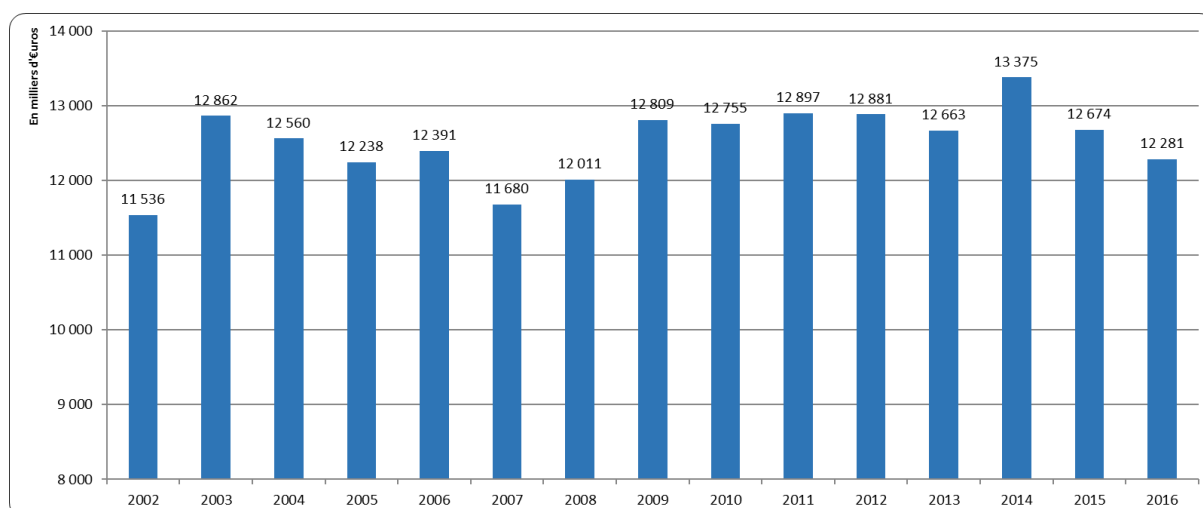
En milliers d'€uros	2012	2013	2014	2015	2016
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>					
<b>Production vendue :</b>					
- Prestations de service	11 011	11 526	11 755	11 366	10 914
<i>dont droits d'inscription</i>	5 572	5 943	5 871	5 863	5 866
<i>dont formation continue</i>	3 041	3 096	3 195	3 330	2 942
<i>dont autres prestations de service</i>	2 060	2 184	2 297	1 927	1 678
- Produit des activités annexes	677	397	861	684	611
<i>dont mise à disposition de personnel</i>	626	356	781	585	399
<b>Sous-total production vendue</b>	<b>11 688</b>	<b>11 923</b>	<b>12 616</b>	<b>12 050</b>	<b>11 524</b>
- Subventions d'exploitation	113 907	116 279	119 232	119 486	121 496
<i>dont SCSP</i>	105 840	108 219	110 439	112 122	113 414
<i>dont ANR</i>	631	813	917	807	313
<i>dont Région</i>	1 515	1 730	-1 763	1 351	1 346
<i>dont Europe</i>	1 874	1 687	1 881	1 180	1 807
<i>dont autres organismes (Formasup...)</i>	2 067	2 289	2 177	2 356	2 773
<i>dont taxe d'apprentissage</i>	740	671	700	583	602
- Reprises sur amortissements et provisions	2 261	2 147	2 444	2 801	3 408
- Transferts de charges	0	0	0	0	0
- Autres produits d'exploitation	199	57	76	17	152
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>128 055</b>	<b>130 406</b>	<b>134 368</b>	<b>134 354</b>	<b>136 580</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>					
- Autres intérêts et produits assimilés	230	15	14	2	3
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>230</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>3</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>					
- Sur opérations de gestion	12	41	20	4	0
- Sur opérations en capital	12	5	11	25	0
- Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0	0	1	0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>46</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>128 309</b>	<b>130 467</b>	<b>134 412</b>	<b>134 387</b>	<b>136 583</b>

### ➤ Des ressources propres en baisse

Les divers postes de recettes composant les ressources propres (production vendue principalement) diminuent globalement de 4,4% en 2016, après une baisse de 4,5% en 2015.

Si les droits universitaires apparaissent stables, les recettes de formation continue et les autres prestations baissent de plus de 12%.

Une analyse sur une longue période confirme la difficulté permanente à constituer des ressources propres pérennes :



## ➤ Mais des ressources institutionnelles qui progressent

La dotation de fonctionnement versée par l'Etat et les subventions augmentent globalement de 1,7% :  
La subvention pour charges de services publics (SCSP) progresse de 1,2% en 2016 (après une hausse de 1,5% en 2015) :

En milliers d'euros	2014	2015	2016	Δ 2015/2016
Masse salariale	97 120	98 789	100 127	1,4%
Contrats doctoraux	3 119	3 234	3 295	1,9%
Actions spécifiques	84	153	140	-8,3%
Sous-total masse salariale	100 323	102 176	103 562	1,4%
Fonctionnement	10 050	10 208	10 353	1,4%
Actions spécifiques	251	290	310	6,8%
Sous-total fonctionnement	10 302	10 498	10 662	1,6%
Invest : sécurité/accessibilité	200	258	0	-100,0%
Réserve précaution	-386	-811	-811	0,0%
<b>Total crédits ministère</b>	<b>110 439</b>	<b>112 122</b>	<b>113 414</b>	<b>1,2%</b>

Les subventions connaissent une évolution beaucoup plus contrastée : baisse des ressources allouées par l'ANR mais hausse des subventions de l'Europe...

Le niveau de la taxe d'apprentissage se maintient en 2016.

A noter également, la hausse des reprises sur amortissements et provisions qui correspond pour l'essentiel à la correction sur 2016 de la sous-reprise des quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat (676 k€, cf. annexe § 2.2).

## 2 – Le programme pluriannuel d'investissement se poursuit

### 2.1 – Un niveau d'autofinancement élevé...

L'amortissement constate non seulement la perte de valeur qu'enregistrent dans le temps les immobilisations composant le patrimoine de l'Université, mais surtout le financement de cet amortissement constitue l'essentiel de l'épargne que réalise l'établissement et donc de la capacité d'autofinancement destinée à en assurer le renouvellement.

Ainsi, la capacité d'autofinancement (CAF) s'obtient en corrigeant le résultat des opérations ne donnant pas lieu à décaissement ou encaissement, parmi lesquelles, les dotations aux amortissements et leur corollaire en recette, la quote-part de subvention d'équipement virée au compte de résultat :

(En milliers d'euros)	2014	2015	2016
RESULTAT NET	3 314	5 326	7 480
+ charges calculées	5 351	5 910	5 533
dont dotations aux amortissements	5 340	5 657	5 515
dont dotations aux provisions	10	246	18
- Reprises sur charges calculées	2 444	2 802	3 408
dont quote-part de subvention reprise au résultat	2 441	2 616	3 339
dont reprises sur provisions	3	185	69
Plus ou moins-value de cession d'actif	0	0	0
<b>= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (ou insuffisance)</b>	<b>6 221</b>	<b>8 434</b>	<b>9 605</b>

**La capacité d'autofinancement atteint 9 605 k€ en 2016, soit 7% des produits encaissables.**

## 2.2 – ...Pour un effort d'investissement soutenu

Le tableau de financement retrace l'évolution et la composition des investissements réalisés et leur équilibre par rapport aux ressources dégagées :

(En milliers d'euros)	2012	2013	2014	2015	2016
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé	6 498	7 867	12 008	11 809	12 080
Immobilisations incorporelles	236	128	69	85	127
Immobilisations corporelles	6 259	7 739	11 940	11 723	11 952
Travaux	522	346	166	1 901	439
Opérations en cours	3 926	5 597	9 748	8 012	9 080
Equipements	1 811	1 796	2 026	1 810	2 433
Immobilisations financières	3	0	0	1	0
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>6 498</b>	<b>7 867</b>	<b>12 008</b>	<b>11 809</b>	<b>12 080</b>
Capacité d'autofinancement	5 045	5 738	6 221	8 434	9 605
Cessions ou réductions d'éléments d'actif immobilisé	0	0	0	1	0
Augmentation des capitaux propres :	971	2 867	9 104	9 326	10 356
Subventions Etat	677	1 185	3 119	5 966	3 122
Subventions Région	214	1 572	5 854	2 285	3 278
Autres subventions	80	111	130	1 075	3 956
Réduction ou augmentation de capitaux	-2 545	-1 119	-2	15	-1
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>3 472</b>	<b>7 486</b>	<b>15 322</b>	<b>17 776</b>	<b>19 960</b>
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>-3 026</b>	<b>-381</b>	<b>3 314</b>	<b>5 967</b>	<b>7 881</b>

### ➤ L'Université est engagée dans un important programme pluriannuel d'investissement

Le tableau suivant retrace le détail des principales opérations en cours :

	Antérieur	2013	2014	2015	2016	Total
Bâtiments J K	1 316 659	289 364				1 606 023
Bâtiment Bélénos	898 403	2 692 333	1 904 591			5 495 328
Bâtiment I	320 295	974 930	4 229 970			5 525 195
Bâtiments K L	908 701	229 096	3 337 205	6 942 128	6 812 964	18 230 092
Musée des Moulages			126 118	1 019 968	2 604 969	3 751 056
...						

Ce PPI se poursuit, notamment l'opération bâtiments K-L, prévue pour 23,48 M€ à l'échéance 2019, et le Musée des Moulages, pour 6,08 M€ jusqu'en 2017.

A ces opérations, s'ajoutent des dépenses d'équipement, en hausse de 34%, majoritairement de nature informatique, 1 015 k€, et audiovisuelle, 800 k€ (cf. tableau des immobilisations).

Pour autant, le taux de vétusté confirme clairement le besoin de rattrapage en matière d'investissement. Ce taux qui mesure la part amortie des immobilisations, bien que s'étend nettement amélioré depuis 2012 (56,8%), s'élève encore en 2016 à 51,7%, soit plus que le ratio moyen recommandé de 50%...

### ➤ Des investissements largement subventionnés

Alors que l'université parvient à dégager une CAF importante, qui représente à elle seule près de 80% des dépenses d'investissement, un suivi rigoureux de l'avancement des travaux et un déclenchement précoce des appels de subventions permet par ailleurs d'atteindre un taux de subventionnement de 86%, particulièrement élevé pour une phase active d'investissement telle que celle que traverse l'université avec l'enchaînement des opérations du PPI.

**La conséquence de ce surplus de financement est un abondement du fonds de roulement à hauteur des moyens non mobilisés, soit 7,9 M€ en 2016.**

## 3 – La structure financière est solide

### 3.1 – Les grands équilibres du bilan sont parfaitement respectés

Le bilan présente la situation patrimoniale de l'établissement à la date de clôture de l'exercice. Il est alimenté par l'enregistrement comptable de toutes les opérations, budgétaires et non budgétaires (entrée, sortie de biens, créances, dettes...).

Le bilan a pour but d'apprécier la solidité de la structure financière de l'établissement, d'évaluer les besoins financiers et le type de ressources dont il dispose, de déterminer les équilibres entre les différentes masses homogènes, de calculer la marge de sécurité financière de l'établissement et d'aider à la prise de décision.

Le bilan fonctionnel reclasse les données selon leur durée et le cycle d'activité auxquels elles se rapportent :

	2013	2014	2015	2016		2013	2014	2015	2016
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>54 946 866</b>	<b>61 516 618</b>	<b>67 659 668</b>	<b>74 225 013</b>	<b>RESSOURCES STABLES</b>	<b>71 548 081</b>	<b>81 431 759</b>	<b>93 541 588</b>	<b>107 987 656</b>
Immobilisations incorporelles	2 652 504	2 721 338	2 669 944	2 797 308	Financements Etat	22 289 213	23 667 833	28 055 659	29 728 083
Immobilisations corporelles	107 768 385	114 247 913	128 628 160	131 344 306	Réserves	32 734 221	36 588 522	39 917 190	45 243 621
Immobilisations en cours	10 502 385	15 922 326	12 910 781	21 990 543	Résultat de l'exercice	2 984 400	3 313 914	5 326 431	7 480 348
Immobilisations financières	13 118	11 618	10 823	10 823	Financements autres que l'Etat	12 534 834	17 630 808	19 951 569	25 295 490
Amortissements	-65 989 527	-71 386 578	-76 560 040	-81 917 966	Provisions risques & charges	987 500	230 681	290 740	240 113
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>16 601 215</b>	<b>19 915 141</b>	<b>25 881 920</b>	<b>33 762 642</b>	Dettes financières	17 913	0	0	0
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>5 080 558</b>	<b>4 767 974</b>	<b>2 978 551</b>	<b>4 290 981</b>	<b>PASSIF CIRCULANT</b>	<b>15 553 138</b>	<b>15 809 513</b>	<b>12 519 661</b>	<b>13 443 514</b>
Stocks	0	0	0	0	Dettes fournisseurs	1 823 777	2 360 138	474 670	648 879
Créances clients et comptes rattachés	2 364 630	2 321 402	1 396 480	2 157 048	Dettes fiscales et sociales	4 575 344	5 550 150	5 476 578	5 148 139
Autres créances d'exploitation	2 714 106	2 445 247	1 582 071	2 133 933	Autres dettes d'exploitation	5 019 648	3 382 646	2 252 119	3 085 763
Charges constatées d'avance	1 822	1 325	0	0	Dettes sur immobilisations	1 099 411	919 861	234 645	471 265
<b>BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>-10 472 580</b>	<b>-11 041 539</b>	<b>-9 541 109</b>	<b>-9 152 533</b>	Produits constatés d'avance	3 034 958	3 596 718	4 081 648	4 089 469
<b>TRESORERIE</b>	<b>27 073 795</b>	<b>30 956 680</b>	<b>35 423 029</b>	<b>42 915 176</b>					

L'équilibre financier repose sur le principe que l'actif immobilisé (emplois à long terme) doit être financé par des ressources d'une durée au moins équivalente (ressources stables). La différence entre ces masses correspond au fonds de roulement (FR).

Le fonds de roulement doit couvrir le besoin en fonds de roulement (BFR) né du décalage dans le temps entre le règlement des dettes et des créances résultant du cycle d'exploitation, plus court.

Enfin, le solde de trésorerie, par nature plus volatile, correspond par construction à la différence entre fonds de roulement et besoin en fonds de roulement.

### 3.2 – Le niveau des principaux agrégats financiers est élevé

**En 2016, le fonds de roulement s'élève à 33 763 k€ représentant 90 jours (3 mois) de dépenses décaissables** contre 69 jours en 2015.

Il représente 3,4 fois le montant moyen des investissements réalisés sur les cinq dernières années (en période de PPI), ce qui constitue une marge de sécurité financière importante.

Le besoin en fonds de roulement apparaît négatif au 31 décembre 2015. Cela signifie que le cycle d'exploitation, compte tenu des échéances de paiement et d'encaissement, ne génère non seulement aucun besoin mais au contraire produit de la trésorerie.



A noter la part importante, dans la composition du BFR, des passifs sociaux (5 148 k€) dont une partie n'est cependant pas décaissable (congrés, CET).

**Le niveau de la trésorerie atteint 42 915 k€ au 31 décembre 2016, soit l'équivalent de 114 jours de dépenses décaissables (94 jours en 2015).**

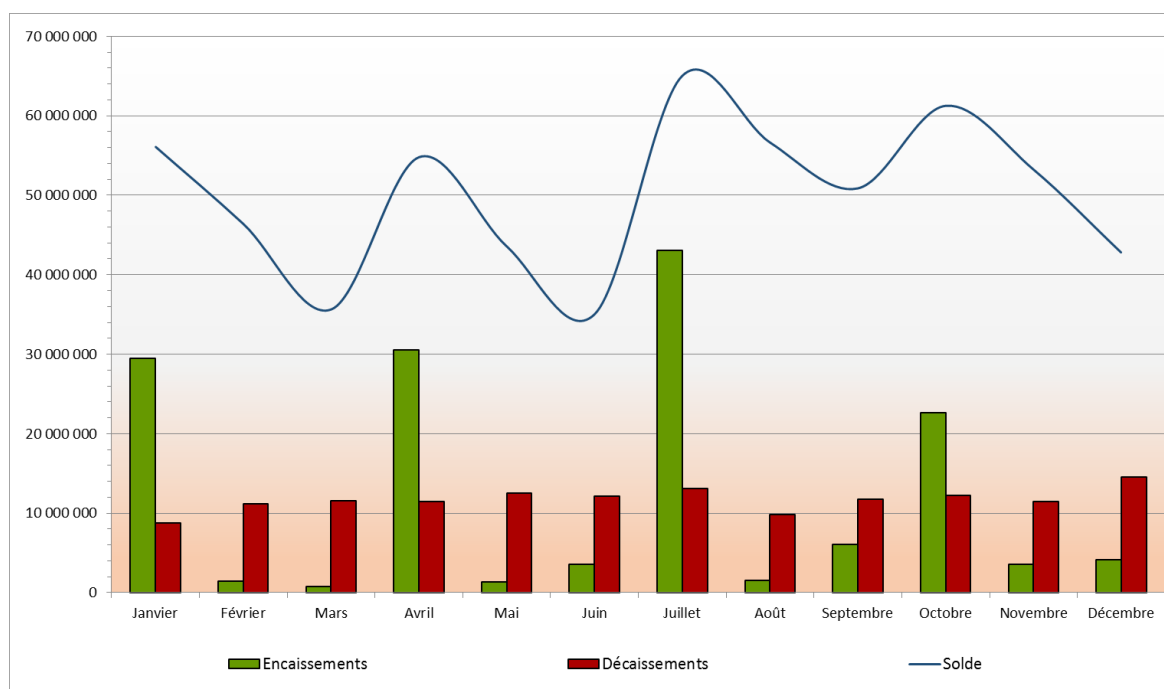
Le rythme des encaissements est assez fluctuant, principalement marqué par :

- le versement des acomptes de SCSP (janvier, avril, juillet, octobre) ;
- les inscriptions (sur la deuxième moitié de l'année...).

Les décaissements sont plus réguliers :

- S'agissant des payes, les variations sont essentiellement liées aux mises en paiement des heures complémentaires et des primes et indemnités versées à certaines périodes de l'année ;
- Les achats de fournitures et de prestations ont lieu tout au long de l'année universitaire avec un pic en décembre.

Les principaux aléas de trésorerie proviennent du paiement des dépenses d'investissement et de l'encaissement des subventions d'investissement.



NB : Cette trésorerie ne bénéficie d'aucune possibilité de placement. Elle ne génère donc aucun produit financier.

## B – Les différents tableaux budgétaires confirment la soutenabilité financière des engagements souscrits par l'Université

### 1 – Un solde budgétaire élevé

Le tableau 2 des autorisations budgétaires met en perspective les prévisions budgétaires en AE, CP et RE et leur réalisation sur l'exercice.

**Alors que les prévisions tablaient sur déficit budgétaire de 1 016 k€, l'exécution fait ressortir un excédent de 4 433 k€ entre les recettes encaissées (RE) et les dépenses payées (CP).**

(Pour rappel, à la différence du compte de résultat, ce solde intègre les opérations d'investissement).

#### 1.1 – Un suivi de l'exécution encore perfectible

En dépenses, si l'on retient l'exécution des crédits de paiement en 2016, les réalisations atteignent globalement 93% des prévisions. Ce résultat est voisin des taux d'exécution observés sur la période récente voire légèrement meilleur :

Dépenses	2012	2013	2014	2015	2016
Masse salariale	98,3%	96,7%	97,2%	96,6%	97,6%
Fonctionnement	82,4%	78,2%	80,4%	81,0%	75,5%
Investissement	64,7%	69,0%	57,7%	48,8%	80,4%
Global	92,8%	91,1%	89,2%	87,0%	93,0%

Néanmoins, si tant est que l'on puisse désormais comparer ces grandeurs, il repose sur un volume de crédits ouverts inférieur de 10% aux prévisions 2015 :

Dépenses globales	2014	2015	2016 (CP)
Prévision	161 476	162 277	145 553
Réalisation	144 022	141 222	135 411
Taux d'exécution	89,2%	87,0%	93,0%

En recette, les prévisions budgétaires ne distinguent plus les enveloppes fonctionnement ou investissement, mais là encore le taux global est relativement meilleur que ceux des derniers exercices :

Recettes	2012	2013	2014	2015	2016
Fonctionnement	95,6%	93,8%	95,4%	95,5%	(so)
Investissement	44,8%	56,9%	49,9%	54,5%	(so)
Global	94,8%	92,6%	90,2%	91,1%	96,8%

Toutefois, de la même façon, avec un niveau de prévision inférieur de près de 9% à celui de 2015 :

Recettes globales	2014	2015	2016 (RE)
Prévision	160 021	158 159	144 537
Réalisation	144 414	144 073	139 844
Taux d'exécution	90,2%	91,1%	96,8%

Au-delà du niveau des taux atteint, la difficulté à analyser de façon infra-annuelle le suivi de l'exécution, tant en dépense qu'en recette, ne permet pas encore de mettre en œuvre les réels leviers de pilotage qu'offre le mode de gestion GBCP.

Cela reste un des objectifs importants, passé cette difficile première étape de mise en œuvre d'un outil de gestion adapté aux nouvelles dispositions réglementaires.

## **1.2 – La comptabilité budgétaire apporte des éléments de lecture nouveaux**

La comptabilité budgétaire s'écarte sensiblement de la comptabilité générale et même si le recul ou les points de comparaison manquent encore pour en apprécier toute la richesse, elle apporte des informations d'une nature différente, aptes à conforter l'analyse financière jusqu'alors limitée à la seule situation patrimoniale (récapitulée dans le tableau 6).

En plus des tableaux de synthèse (tableaux 2 et 4), la lecture en AE et CP des dépenses par destination ou recettes par origine (tableau 3), le suivi de certaines opérations fléchées (tableau 8) ou des opérations pluriannuelles, donnent un sens tout à fait différent à la prévision budgétaire.

L'analyse ne se limite plus à la seule nature des dépenses et des recettes mais les situe dans une action, avec une logique de financement et pouvant par ailleurs comporter une dimension pluriannuelle.

Compte tenu de la montée en charge progressive des fonctionnalités de l'outil et des échéances particulièrement courtes entre la fin de gestion et la présentation du compte financier, cette analyse n'a pu être conduite dans ce cadre.

## **2 – La mesure des écarts entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale reste à réaliser**

Si les informations de nature budgétaire restent fiables (confortées notamment par la cohérence des réponses aux différents modes d'interrogation de Sifac), le rapprochement entre le solde budgétaire et le résultat comptable n'a pas pu être mené à son terme, essentiellement pour des raisons techniques liées à la mise en œuvre du tableau de trésorerie.

Les écarts entre les deux comptabilités sont parfaitement logiques et proviennent principalement de quatre natures d'opérations :

- Des opérations ayant donné lieu à encaissement ou décaissement mais dont le fait générateur ne se situe pas sur 2016 et qui sont à ce titre retraitées en comptabilité générale : charges constatées d'avance ou à payer, produits constatés d'avance ou à recevoir ;
- Des opérations inscrites en comptabilité générale mais non budgétaires car ne donnant pas lieu à mouvement de trésorerie, les dotations aux amortissements et leur corollaire en recette, la quote-part de subvention reprise au résultat, certaines annulations de charges ou produits sur exercices antérieurs ;
- Des opérations budgétaires et comptables ayant des faits générateurs sur des exercices différents : restes à recouvrer sur produits de l'exercice, recouvrements au titre d'exercices antérieurs, mandats de l'exercice non soldés ou paiement de mandats de l'exercice précédent ;

- Enfin, les opérations d'investissement qui figurent dans le solde budgétaire mais pas dans le résultat comptable.

Si la majeure partie de ces opérations est clairement mesurée et permet de faire converger les deux comptabilités, l'outil Sifac dans sa configuration évolutive au cours de l'année ne permet pas de toutes les identifier et une analyse par opération est exclue.

Il faut donc admettre, pour ce premier exercice en mode GBCP, une certaine approximation dans les résultats issus de la comptabilité budgétaire (uniquement celle-ci bien évidemment).